

## « Le Grenelle n'est pas une fin, c'est un commencement »

**M. Sarkozy, Président de la République, Discours introductif à l'issue des premières conclusions du Grenelle de l'Environnement, 25 octobre 2007**

<http://www.elysee.fr/accueil/>

L'interview de B. Wolfer, chercheur à l'INRA, qu'on lira ci-dessous, est fondamentale par rapport aux problèmes de biodiversité agricole qui n'ont guère retenu l'attention des médias et semblent oubliés dans les conclusions du Grenelle de l'environnement, à voir du moins ce qu'en disent ces médias (il faudra bien sûr lire en détail ces conclusions lorsqu'elles seront disponibles). Ces problèmes, comme ceux de la biodiversité ordinaire, occupent cependant une place centrale dans les conclusions des Groupes 2 et 4 du Grenelle, comme dans tous les travaux scientifiques.

L'ADDIP, dans son mémoire remis au Groupe 2 lors de la réunion du Grenelle organisée à Auch, a, elle, insisté sur ces formes de biodiversité et le rôle incontournable de l'élevage extensif dans leur préservation. Elle est ainsi en phase non pas avec le spectaculaire ni l'emblématique, mais avec les véritables préoccupations concernant la biodiversité et le développement durable.

L'interview ci-dessous confirme totalement l'analyse de l'ADDIP. Elle va même encore plus loin sous certains aspects. On y trouve deux volets: le premier est conjoncturel, directement lié à la crise « de la vache folle », à ses conséquences immédiates, aux mesures adoptées dans l'urgence ; le second aspect concerne un problème de fond : celui du modèle agricole devenu dominant depuis la Libération et dans le cadre de la Politique Agricole Commune (PAC).

Il est en effet essentiel de voir comment l'auteur y remet en cause l'un des nouveaux dieux sur lequel cette politique s'est construite : non pas du tout la science en tant que telle, au contraire, mais quelque chose de bien plus complexe, plus difficile à corriger puisque, comme il l'écrit, il s'agit d'une « crise de la pensée productiviste ». Et B. Wolfer prend bien soin de préciser, pour éviter toute caricature, que la productivité n'est pas en cause mais sa recherche sous le seul « empire de la marchandise » (voir § 6 à 8).

Effectivement, une certaine façon d'instrumentaliser les acquis de la techno-science a eu deux conséquences liées :

1 - choix unique de référents techniques et de modes de production basés sur une artificialisation des sols, des milieux, des espèces animales et végétales <sup>(1)</sup>. L'extrême de cette artificialisation, on l'a vu mardi soir, dans une excellente émission de la chaîne Arte consacrée à l'évolution de la PAC dans la série *Théma*: ces vaches opérées sur le flanc auxquelles une ouverture permanente aux lèvres en caoutchouc, permettait d'introduire une sorte de sonde chargée de réguler l'acidité de leur digestion. La vache-machine a été inventée, elle est donc généralisable, machine à « pisser le lait » comme on dit. Encore un effort camarade, on devrait pouvoir se passer de la vache ! Quant aux hommes ...

2 – marginalisation de toutes les formes de productions, des races animales, des cultivars, des savoirs et des femmes et hommes qui ne rentraient pas dans ce cadre qu'il faudrait appeler « totalitaire » puisqu'il ne reconnaissait rien d'autre que lui.

---

(1) Editée en 1995 sous la double tutelle du Ministère et de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture, une étude intitulée « *Eléments pour un bilan de la politique de la Montagne* » indiquait en ce sens : « *les résultats de la recherche agronomique ont concerné essentiellement, du moins jusque dans les années 80, les systèmes de culture et d'élevage des zones de plaine. Les références techniques adaptées à la spécificité des zones montagnardes sont donc restées rares et éparpillées. Le faible intérêt montré jusqu'ici pour l'extensification en est un exemple parmi d'autres.* » (page 11 du pdf, à l'adresse : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/984000885/index.shtml>)

Et le « jusqu'ici » de la dernière phrase soulignait qu'à la date de parution, 1995, le pâturage extensif restait encore pensé comme un « truc » à la marge, presque pas très sérieux.

Comme l'ADDIP l'a montré dans le document remis au Grenelle, comme elle l'indique dans toutes les analyses qu'elle met en ligne par ailleurs, cette façon univoque de concevoir le monde a montré ses limites : que les talibans de l'écologie les exhibent de façon intégriste est une chose, qu'elles soient soulignées par tous ceux qui travaillent sur ces problèmes de façon non idéologique en est une autre, l'erreur dramatique serait de confondre les deux.

Par rapport à cette conception uniforme des productions agricoles, le récent manifeste adopté par FNSEA, APCA, JA, FNO, FNC "*Pour le maintien de la biodiversité en zone d'élevage*", marque une évolution importante pour l'avenir des zones de montagne, et celui des femmes et des hommes qui continuent, contre vent et marées, à y exercer une activité agropastorale à la fois "*économique et sociale /.../ à l'origine du fleuron de nos productions sous signe officiel de qualité*", comme le souligne ce manifeste dès son premier paragraphe.

Moment historique en effet, puisqu'il souligne ainsi fortement la reconnaissance de l'activité des éleveurs de montagne comme, **d'abord**, producteurs d'aliments de qualité, ce qui est la fonction première des paysans, et pas uniquement "jardiniers des montagnes" marginalisés dans cette fonction première. La complémentarité entre ces formes traditionnelles d'extensification et des formes intensives à repenser sur des bases techniques différentes de celles qui devinrent ainsi prédominantes après guerre, cette complémentarité est soulignée dans tous les travaux qui s'interrogent sur les moyens à mettre en oeuvre pour nourrir la population mondiale de façon à la fois satisfaisante et durable: "objectif du millénaire" pour reprendre les termes de la FAO.

Tous les travaux montrent le rôle essentiel que sont appelées à jouer pour atteindre cet objectif, les races domestiques autochtones utilisées dans des systèmes extensifs traditionnels de production, enrichis de ce que les savoirs modernes peuvent leur apporter sans pour autant renvoyer aux poubelles de l'histoire l'expérience pluriséculaire dont ces savoirs sont héritiers.

L'interview de B. Wolfer contribue à nous permettre de penser les évolutions nécessaires qui sauront à la fois :

- produire de façon durable pour nourrir la planète,
- respecter voire enrichir une biodiversité générale que la réduction à des espèces emblématiques contribue souvent à amoindrir en fait,
- ne plus laisser sur le bord du chemin celles et ceux qui, jusqu'à présent, furent les victimes de cette « *crise de la pensée* », pour reprendre l'expression de l'auteur. Victimes, en fait, parce qu'ils pensaient autrement, la situation actuelle ne leur donne pas tout à fait tort.

Pour certains, c'est trop tard ... pour ceux qui sont encore là et comme vient de le dire notre Président de la République : « *Le Grenelle n'est pas une fin, c'est un commencement* ».

Parce qu'elle est directement liée à tout le tissu vivant du pastoralisme pyrénéen, l'ADDIP est prête à prendre toute sa place dans cette nouvelle aurore qu'on nous promet ainsi. M. le Président, nous avons des propositions à vous faire ...

B. Besche-Commenge pour l'ADDIP – 26 octobre 2007

En bleu dans l'interview, les liens inclus dans l'article. Je surligne en rouge certains passages et numérote les § pour faciliter le référencement.

---

---

## Questions à Bernard Wolfer, chercheur en économie politique (INRA).

Entretien réalisé en octobre 2001.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/crise-elevage/bernard-wolfer.shtml>

### On parle de crise de l'élevage en France et en Europe. Quelles réalités recouvre cette crise ?

1 - La crise de l'élevage touche principalement les éleveurs de bovins. Elle se manifeste par des débouchés insuffisants. En effet, la production, bien qu'ayant diminué avec les diverses crises sanitaires, reste supérieure à la consommation. De plus, les problèmes sanitaires (essentiellement l'**ESB**) réduisent à peu les possibilités d'exportation hors de l'Union européenne. Des éleveurs se trouvent ainsi dans l'obligation de garder plus longtemps sur leur exploitation des animaux "finis", ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps. Les prix payés aux éleveurs sont bas. Ceux-ci se trouvent donc dans une situation difficile.

2 - Cette crise est la conséquence directe des crises sanitaires récentes : **maladie de la "vache folle"** (1996 à 2000), et **fièvre aphteuse** (2001). La maladie de la "vache folle" qui touche le cheptel bovin a contribué à une diminution de la consommation en 1996. La reprise qui s'amorçait a été arrêtée par la seconde crise de l'automne 2000, au cours de laquelle la consommation a de nouveau baissé de 30 à 40%. La crainte des consommateurs européens a été bien plus vive qu'auparavant, car ils découvraient que l'ESB était plus répandue qu'ils ne l'avaient cru jusqu'alors et sa transmission à l'homme avérée : plus de 100 cas humains sont recensés en septembre 2001.

3 - A partir du 20 février 2001, la fièvre aphteuse chez les ruminants et les ongulés a conduit à la destruction de plus de trois millions d'animaux en quelques mois au Royaume-Uni. L'abattage et l'incinération des animaux contagieux ont frappé l'opinion. D'autres élevages ont été touchés par d'autres crises (plusieurs épidémies de **peste porcine**, notamment en Belgique, des poulets élevés avec des huiles contenant de la **dioxine**...). Depuis 1996, quand on parle de crise de l'élevage, on se réfère à ces crises sanitaires dont la répétition et l'ampleur sont inhabituelles.

4 - Manifestations subites d'un déséquilibre du marché, d'une fraude ou d'une maladie, ces crises ont eu pour conséquences la mise en place d'embargos, régionaux ou mondiaux, la chute des exportations, la baisse de la consommation, plus ou moins récupérée dans le temps, et des difficultés pour les éleveurs : élimination des troupeaux, baisses des revenus...

5 - Ces crises touchent l'ensemble de la société et exigent des réponses politiques. Les politiques agricoles, surtout, mais aussi sanitaires sont alors indispensables.

### Cette crise est-elle conjoncturelle ou témoigne-t-elle de l'échec d'un système de production ?

6 - Chacune de ces crises est conjoncturelle, mais elles paraissent conduire ensemble à une crise structurelle. **La succession de ces crises met en question la qualité technique et sociale des modèles d'élevage construits avec les données de la science.** Alors que les crises sanitaires anciennes (tuberculose, brucellose, etc.) avaient trouvé, à la longue, leurs solutions grâce à la science, les plus récentes semblent le résultat de choix techniques fondés sur la science, avec des vues à court terme. De ce fait, **c'est une conception de la productivité qui est en accusation** : le **productivisme** ou encore **la productivité sous l'empire de la marchandise.**

7 - **Un rappel. L'agriculture, activité pensée comme "naturelle", est depuis ses origines (guère plus de 10 000 ans) une artificialisation de la nature. On l'oublie trop facilement. Elle a été soumise depuis deux siècles à une révolution scientifique et technique sans précédent en aussi peu de temps.** Une vache "naturelle" produit 500 l de lait par an. La vache pré-moderne arrivait à 1500 l, pour atteindre dans les années 1950 au mieux 3000 l. Elle dépasse aujourd'hui les 10 000 l par an. On

mange un poulet de six semaines, quant il fallait au moins trois mois pour en produire un semblable, il y a 50 ans. Les porcs sont abattus à 100 kg à six mois : la saignée du porc une fois par an, à l'entrée de l'hiver, est une image du passé. La crainte de la pénurie a longtemps poursuivi les hommes.

8 - Les crises de marché, les crises sanitaires sont toujours conjoncturelles. **La crise de la pensée productiviste porte sur les structures de production. Les bénéfices espérés de certaines structures modernes de production ne sont-ils pas annulés par leurs effets négatifs ?** Ainsi, les pollutions dues aux concentrations d'élevages, aux utilisations d'engrais, de pesticides, ne peuvent-elles pas atteindre des seuils inacceptables ? Peut-on attendre toujours du progrès technique des solutions aux problèmes créés par l'agriculture moderne ? **La crise de la "vache folle" vient nous rappeler à la modestie dans l'usage de la science et des techniques. De ce point de vue, la crise devient structurelle.**

9 - De plus, les excédents étant devenus "structurels", on peut se demander jusqu'à quel point cette "abondance" est utile. Pour assurer des stocks régulateurs, soit. Mais, au-delà, ils sont la source de concurrences sauvages et, pire encore, concurrencent les productions des pays pauvres. C'est alors le résultat de politiques structurelles visant à exporter ce que nous produisons en trop qui devient l'objet de la critique. C'est ce qui font entre eux les grands pays exportateurs. On peut alors parler de crise structurelle de marché.

10 - Pour autant, il est peu probable que l'on revienne à une agriculture d'avant la crise. **Cette crise d'abondance pourrait cependant conduire à des concepts plus élaborés de production, faisant appel à des systèmes biologiques complexes plus qu'à des systèmes seulement techniques, pour mieux adapter la production aux besoins.**

**Tous les pays européens ont-ils la même réaction face à cette situation ? En quoi se différencient-ils ?**

11 - Face à la fièvre aphteuse, tous les pays européens ont eu les mêmes réactions. En fait, depuis 1991, la vaccination étant interdite, l'abattage des animaux infectieux est la règle commune.

12 - Par contre, dans les autres crises, les comportements ont été variés. Sur l'ESB, nous savons aujourd'hui que le Royaume-Uni a eu une politique intérieure d'éradication de la maladie et de protection du consommateur, mais que celle-ci a été insuffisamment appliquée, ou avec retard, comme l'a indiqué le rapport Phillips (octobre 2000). Sa politique extérieure a été laxiste, permettant l'exportation de produits à risques (farines et viandes). Parmi les autres pays européens, la France a été l'un des premiers à prendre des mesures de protection, dès 1989.

13 - Mais il faut convenir que, jusqu'en 1996, la plupart des pays ont fait comme si les risques ne devaient pas franchir la Manche. C'est en partie vrai de la France (absence de recherches...), et surtout de la plupart des autres pays européens qui ont tout fait pour ne pas révéler l'existence de cas d'ESB chez eux. Il a fallu la crise de l'an 2000 et le début des tests sur les animaux à risques pour que la plupart des pays européens découvrent des cas : qui ne cherche pas ne trouve pas !

14 - La Suisse, qui n'appartient pas à l'UE, a été le premier pays à vouloir savoir, en ayant une politique de dépistage clinique sérieuse dès 1996, et en mettant en place des tests en 1999.

15 - De façon plus générale, la crise sanitaire a été gérée de façon différente dans chaque pays, surtout en matière de contrôles, même quand il y avait des règles communes définies pour cette nouvelle maladie (par exemple, interdiction par l'UE des farines animales pour tous les ruminants en 1994). Mais au bout du compte, les mesures financières nécessaires pour gérer la crise dans son ensemble ont été discutées et prises à l'échelon européen. La PAC est l'instrument adapté pour la gestion économique des crises agricoles. Ce fut le cas pour les indemnités, dès mars 1996. La PAC a surtout servi à financer le coût de ces crises, notamment les retraits du marché : plus de dix milliards d'euros, et le coût final dépasse vraisemblablement ce chiffre. Mais cette mutualisation du

coût de la crise est sans doute le moindre prix à payer, une fois la crise présente. L'éviter est une autre question.

16 - Par contre, l'Europe a montré ses limites dans la gestion politique de ces crises dans le domaine de la santé publique. Ainsi, une décision, préparée en 1997, d'élimination de toutes les matières à risques des ruminants n'a été adoptée qu'en 2000, et n'a pris effet que le 1er octobre 2000 : la plupart des pays qui refusaient d'admettre l'existence de cas d'ESB chez eux s'y opposaient... La création d'agences sanitaires dans plusieurs pays (la France a été la première à le faire avec l'**AFSSA**), et la mise en place d'une autorité sanitaire et alimentaire européenne devraient contribuer, à l'avenir, à harmoniser les politiques. Cette mise sur le devant de la scène de l'expertise (dans ce domaine, mais aussi dans d'autres) est un changement dû aux crises sanitaires agricoles.

### **Quelle est la spécificité de la position de la France ?**

17 - Sa première spécificité est d'être le plus important pays d'élevage en Europe, notamment pour la viande bovine et le lait. C'est aussi le pays européen qui consomme le plus de viande de bœuf par habitant. On comprend qu'aussi bien les producteurs que les consommateurs aient des réactions vives lors de crises touchant leurs élevages et leurs revenus pour les premiers, leur aliment symbolique pour les seconds. La France est le premier pays à avoir réagi à l'annonce des cas de malades atteints par la nouvelle variante de la maladie de Creutzfeldt Jakob, en mars 1996, en décrétant un embargo des viandes britanniques. C'était autant pour défendre son élevage que pour protéger les personnes. Déjà en 1990, la France avait décrété un embargo sur les viandes britanniques en apprenant que des chats étaient atteints d'encéphalopathie spongiforme due à l'ESB.

18 - La France est sans doute le pays le plus attaché à la politique agricole et le plus lié aux mondes paysan et alimentaire. Donnée historique, donnée de fait aujourd'hui. C'est le pays qui a le plus à gagner, ou à perdre, dans une crise agricole ou alimentaire. **Par habitude, par métier, et par nécessité, la France défend donc tout à la fois les techniques les plus modernes et les traditions les plus fortes.**

19 - Ceci permet d'expliquer pourquoi la France a proposé, dès 1996, la traçabilité des viandes. Elle y était déjà prête, cherchant ainsi à valoriser ses terroirs et leurs productions de qualité, tout en informant le consommateur. Elle a proposé le plan d'élimination d'une partie des veaux (appelé, quelle horreur, plan Hérode) qui, en 1996, puis plus récemment, a permis de réduire le cheptel bovin excédentaire en Europe. Son comité d'experts, le comité Dormont a, souvent le premier, exposé de la façon la plus complète les mesures à prendre, notamment sur les matières à risques spécifiés (**MRS**). La France a refusé la levée de l'embargo sur les viandes britanniques en 1999 (peut-être à tort ?), puis a interdit en 2000 (après le Royaume-Uni qui l'avait fait en 1996) l'usage des farines animales pour tous les animaux. Elle n'a été suivie par les autres pays qu'avec retard, ou au plus fort de la crise. Il ne faudrait pourtant pas en conclure que la France est un pays modèle. Certaines de ses décisions sont contestables (non levée de l'embargo, **abattage** total, etc.) ou ont été induites par l'insuffisance des contrôles (farines). Tout au plus a-t-elle mieux conscience de ses intérêts, les autres pays, la Grande-Bretagne en tête, mais aussi l'Allemagne, manifestent trop peu de souci pour leur agriculture et leur alimentation.

20 - Sur ce terrain, **il semble que nous ayons une vraie spécificité, qui se manifeste jusque dans les négociations internationales (OMC).** Le "phénomène José Bové", né d'une réaction à l'embargo américain sur le fromage de Roquefort, lui-même destiné à faire payer aux Européens l'interdiction des viandes aux hormones américaines par l'Union européenne, est, sans doute aucun, français. Mais il a une résonance internationale : **la France peut lutter contre la "mal-bouffe" parce qu'elle est censée représenter la bonne alimentation, le "vrai manger", ou le bon manger.**

**Il est beaucoup question actuellement d'une réforme de la PAC. Quels sont les enjeux de cette nouvelle étape, notamment en ce qui concerne l'élevage ?**

21 - La PAC a déjà été réformée, en 1992, puis en 2000 (Agenda 2000) suite aux accords de Berlin de 1999. Ces réformes, pour mettre en accord la PAC avec les règles commerciales internationales, ont déjà pour objectif de réduire les subventions aux exportations et les taxations aux importations. De plus des mécanismes de "modulation" ont été retenus pour favoriser le développement d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement, moins intensive. Cependant, il faut convenir que ces réformes ne révolutionnent pas l'agriculture, et que les crises récentes, essentiellement sanitaires, ont conduit à mettre en question un modèle productiviste et son soutien par la PAC.

22 - Rappelons l'importance de la PAC. C'est la seule politique européenne intégrée, disposant d'un budget et de fonds annexes. À l'origine, plus de 90 % du budget européen. Aujourd'hui, un peu moins de 50 %. Mais le budget a lui-même augmenté, représentant un peu plus de 1 % de la TVA européenne. "Le modèle" européen intensif s'est construit grâce à la PAC, à son budget, mais aussi à l'ouverture précoce d'un marché intérieur agricole. Si le nombre d'agriculteurs a beaucoup diminué, la production agricole reste, pour l'essentiel, une activité de petites entreprises, en termes d'emplois, souvent familiales, mais utilisant un capital élevé par unité de travail. En moins de trente ans, de 1958 à 1982, l'agriculture européenne a multiplié sa productivité par dix, et est devenue la première au monde. La France à elle seule est le second exportateur agricole dans le monde, le premier exportateur alimentaire. Cette mutation extraordinaire s'est faite avec l'utilisation des résultats de la science, sous des formes techniques favorisant à la fois une forte productivité par actif, et par hectare.

23 - Nous sommes passés de la pénurie d'après guerre à l'abondance, et ceci, pour la première fois de l'histoire européenne (et du monde...). Ce succès a des inconvénients. L'excédent de production doit être exporté, et nous sommes en concurrence sur un marché mondial dont les besoins sont immenses, mais la solvabilité limitée. De plus, c'est l'Europe qui est de loin le premier importateur mondial...Paradoxe apparent seulement.

24 - Par ailleurs, cette réussite est le résultat d'une technicisation et d'une "artificialisation" à marche forcée dont on connaissait les risques, mais dont on a cru, trop longtemps, être capable de maîtriser la survenue ou l'ampleur. À propos de l'ESB, on a parlé d'animaux transformés en machines à produire, rendus carnivores... Cette situation n'est pas propre à l'agriculture, loin s'en faut. Mais il semble nécessaire que l'agriculture, plus que tout autre activité, donne l'exemple d'une production de qualité (la nourriture est, avec l'eau, la base de la continuité humaine). Il serait bon aussi qu'elle soit durable, c'est-à-dire capable de résister au temps, de fournir une base toujours renouvelable de la vie des hommes.

25 - L'usage des engrais, pesticides, antibiotiques, hormones, et peut-être OGM, clonages, etc..., peut conduire à l'accumulation de pollutions ou de risques difficiles, voire impossible à gérer. Les maladies émergentes ont montré aussi que nous n'en aurons jamais fini avec la veille sanitaire. Enfin, **l'utilisation des sciences ne détermine sans doute pas un seul chemin technique, comme on l'a cru jusqu'à présent. Dès lors, une réforme des politiques agricoles pourrait se concevoir pour la promotion de systèmes plus durables, moins polluants, et donc causant moins de dommages à réparer.**

26 - Ce constat devrait conduire à dépenser moins d'énergie fossile (pétrole, gaz naturel ...) pour la production alimentaire, et à moins gaspiller les ressources naturelles (terres, eau, matériels biologiques). **Nous sommes encore loin d'une telle réforme, notamment dans le secteur céréalier. Dans le secteur de l'élevage, cet objectif paraît moins difficile à atteindre dans la mesure où l'animal peut aisément récolter lui-même, en pâturage, l'essentiel de son alimentation.**

27 - Jusqu'à une époque récente, les crises agricoles et alimentaires ont été, dans nos pays, le résultat des crises de marché, d'un manque ou d'un surplus de production, famine ou excédents. Les politiques agricoles ont été conçues pour pallier ces déséquilibres. L'abondance atteinte, elles ont montré aussitôt leurs limites : **produire plus n'est plus l'objectif premier. Dès lors, doit-on garder les politiques agricoles ? Sans doute, en assurant encore certains équilibres du marché, mais en favorisant surtout une meilleure qualité et une meilleure adaptation à la demande.** Plus même, le maintien d'une politique agricole permettant d'intervenir dans les crises conjoncturelles des marchés pourrait être le garant d'une bonne politique sanitaire autant que d'une politique environnementale. On pourrait parler à cet égard d'un nouveau contrat politique entre le monde agricole et la société

Une nouvelle révolution, alimentaire cette fois, pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

---

Je joins la conclusion d'un article paru dans une revue espagnole d'écologie scientifique : elle confirme totalement l'analyse de B. Wolfer dans son avant-dernier paragraphe (*Dans le secteur de l'élevage, cet objectif paraît moins difficile à atteindre dans la mesure où l'animal peut aisément récolter lui-même, en pâturage, l'essentiel de son alimentation*), en précisant le rôle incontournable de l'élevage extensif pour atteindre cet objectif.

La revue est celle que l'ADDIP cite dans sa contribution remise au Groupe 2 lors du Grenelle de l'environnement à Auch :

*« La complementariedad en el uso de los recursos es una de las bases ecológicas más sólidas para garantizar la supervivencia en el mundo animal. El pastoreo extensivo se apoya sobre esta base. El ganado extensivo busca su alimento allí donde se encuentra y no al revés, como sucede con los animales de granja. Desde un punto de vista ecológico el sistema es considerablemente más ahorrador en energía. »*

*“El papel de los herbívoros en la conservación de los pastos”*, Ecosistemas, revista científica y técnica de ecología y medio ambiente – Año XI, n°3, 2002.

« La complémentarité dans l'utilisation des ressources est une des bases écologiques les plus solides pour assurer la survie dans le monde animal. Le pâturage extensif est fondé sur cette base. Le bétail alors cherche sa nourriture là où elle se trouve et non pas à l'inverse, comme cela se passe avec les animaux en stabulation. Sur le plan écologique, le système est considérablement moins gourmand en énergie »